



COMMUNIQUE DE PRESSE

Réponse au Président du Conseil d'administration du SDIS 35

Suite à la déclaration dans la presse de M. Chenut, Président du SDIS 35, l'intersyndicale CGT/Autonomes du SDIS 35 se voit dans l'obligation de rétablir certaines vérités et de dénoncer la désinformation dont notre mobilisation sociale fait l'objet de la part de M. Chenut et de notre hiérarchie.

Notre intersyndicale appelle effectivement à la grève régulièrement depuis le **1^{er} décembre 2016**, jour où nous avons été reçu par M. Cazeneuve, alors ministre de l'intérieur en visite en Ille-et-Vilaine.

Dès cette date, les problèmes d'effectifs de sapeurs-pompiers en Ille-et-Vilaine ont fait partie de nos revendications principales comme peuvent en témoigner les nombreux courriers et communiqués que nous avons rédigés et dont M. Chenut et la hiérarchie du SDIS 35 ont été systématiquement destinataires. Certains courriers et compte-rendu de réunions rédigés par l'équipe de M. Chenut l'évoquent eux-mêmes. Prétendre que cette préoccupation n'arrive que tardivement est un pur mensonge et nous tenons à la disposition de tous ceux qui le souhaitent les documents qui le prouvent.

Ces problèmes d'effectifs existent depuis des années et sont dénoncés très régulièrement par nos organisations syndicales.

Un fort mouvement social en 2013 avait déjà permis de pointer du doigt ce problème. Il n'y a pas eu d'amélioration depuis et même les centres de secours mixtes avec des sapeurs-pompiers professionnels connaissent désormais des problèmes ce qui n'était pas le cas auparavant.

Concernant la réponse « simpliste » à ce problème, ce mot démontre le mépris porté par M. Chenut envers les organisations syndicales alors que l'ouverture à la mixité de certains centres de secours a déjà permis d'améliorer la situation dans de nombreux endroits (Dinard, Bain de Bretagne, Dol de Bretagne et Tinténiac). A croire qu'être « simpliste », c'est parfois juste avoir du bon sens.

La professionnalisation est d'ailleurs évoquée et même prescrite par le SDIS pour le secteur Ouest du Département depuis des années mais a été bloquée pour des raisons que nous ignorons (nous avons là aussi les documents qui le prouvent).

Concernant les autres revendications et les avancées les concernant, l'intersyndicale n'a jamais annoncé qu'elle les abandonnait. Cet abandon résulte de la pratique du dialogue social de M. Chenut qui, lors de notre entretien du 8 juin, nous a annoncé que ses propositions étaient à prendre ou à laisser et qu'il ne continuerait pas à nous recevoir ainsi continuellement (2 ou 3 entretiens en 6 mois...). En assemblée générale, le 15 juin, et en toute connaissance de cause, les agents du SDIS présents ont estimé que les propositions concernant les effectifs n'étaient pas suffisantes et que la situation de la distribution des secours en Ille-et-Vilaine était toujours critique.

Nous ne laisserons pas le service public dont nous sommes les acteurs dynamiques continuer à se dégrader pour des raisons uniquement financières et cela malgré les procédures de sanctions de plus en plus nombreuses engagées par M. Chenut et notre directeur départemental.

La sécurité à un coût mais la vie des Brétiliens n'a pas de prix.

Le jeudi 22 juin à 12h00, un pique-nique revendicatif avec conférence de presse aura lieu

place de la Mairie à Rennes

Nous accompagnerons nos collègues de l'Association Pour l'Action Sociale et Educative en Ille-et-Vilaine

(APASE 35) également en lutte pour plus de moyens dans leur action